



VILLE DE LEVALLOIS
L'Adjoint au Maire
SD/AD/JLB/SC

00299

Acte affiché le : 02 JUIN 2020

**ARRÊTE MUNICIPAL RÉGLEMENTANT LA CIRCULATION
RUE MARJOLIN DU 15 AU 30 JUIN 2020**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-17, L2211-1 à L2213-2,

Vu le Code de la route et notamment les articles R417-10, R411-8 et R325-12,

Vu l'arrêté n°188 en date du 30 mars 2014 modifié, portant délégation de fonctions aux adjoints au Maire,

Vu l'arrêté municipal n°935 du 22 décembre 2017 réglementant le sens de circulation des diverses rues, avenues et places sur le territoire de la commune de Levallois à dater du 1^{er} janvier 2018,

Considérant l'importance du chantier en vue des travaux de changement d'un cadre de chambre sur trottoir au droit des numéros 35 et 39,

ARRÊTE :

- ARTICLE 1^{er}** : La circulation automobile se fera par demi-chaussée rue Marjolin, du numéro 39 jusqu'à l'angle de la rue Camille Pelletan, du 15 au 30 juin 2020.
- ARTICLE 2** : Une signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux : OPTIC TP 24bis rue du Pré des Aulnes 77340 PONTAULT COMBAULT, à faire constater 72 heures avant par la Police Municipale.
- ARTICLE 3** : La vitesse au droit du chantier sera réduite à 30 km/h. Le cheminement et la protection des piétons seront assurés en toutes circonstances.
- ARTICLE 4** : Le présent arrêté devra être affiché, hors mobilier urbain, par l'entreprise 72 heures avant la date de début des travaux au droit et en vis-à-vis de l'intervention sur des supports propres et adaptés.

.../...

ARTICLE 5 : Madame le Commissaire de Police, Madame le Chef de la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui la concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché.

Pour le Maire et par délégation,

Signé électroniquement par
Sophie DESCHIENS
29/05/2020



Sophie Deschiens
Sophie DESCHIENS
Adjoint au Maire délégué à la Voirie,
aux Espaces Verts, à l'Environnement
et aux Bâtiments Municipaux.

N.B : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de CERGY
PONTOISE 2-4 boulevard de l'Hautil 95000 CERGY